

Votre contact en direct 046sebastien.granier@pole-emploi.net

C46/ID351/HC3S

Mme GLASER SARAH-MAUD 9 ROUTE DE MINERVE 34210 AZILLANET

Références à rappeler

numéro identifiant 7593109E numéro de dossier 959 numéro de créance 20151104l01

BEZIERS, le 12 décembre 2016

HC3S

Objet: Relance

Madame GLASER,

Par courrier du 04 novembre 2015 (date du constat initial), vous avez été informée que nous vous avons versé à tort 521,10 euros au titre de votre Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi.

Pour le motif suivant : Vous avez exercé une activité professionnelle salariée. Le revenu de cette activité ne peut être cumulé intégralement avec les allocations de chômage.

A ce jour, le solde de votre dette s'élève à 343,99 euros.

Cette somme doit être remboursée à Pôle emploi dans le délai d'un mois, en rappelant votre numéro de référence 7593109E/20151104I01, selon les modalités de paiement figurant sur le présent courrier.

Vous pouvez aussi demander auprès de Pôle emploi :

- un échelonnement de votre remboursement
- un effacement de dette, qui sera examiné par l'instance paritaire régionale.

Cette demande, accompagnée du questionnaire ci-joint, est à adresser :

- par mail à l'adresse de votre conseiller mentionnée en haut de la présente lettre. La zone "objet" de votre mail doit comporter uniquement 7593109E (ce qui correspond à votre numéro identifiant)
- par courrier (à l'adresse indiquée en bas de cette lettre, en précisant votre numéro identifiant).

Sans réaction de votre part, nous vous informons que nous avons la possibilité de retenir sur vos allocations une somme correspondant au barème légal en vigueur (article L. 5426-8-1 du code du travail), lequel tient compte du nombre de personnes à charge que nous vous remercions de déclarer au moyen du questionnaire ci-joint.

Si vous avez déjà remboursé, nous vous remercions de ne pas tenir compte de ce courrier.

Nous vous prions d'agréer, Madame GLASER, nos salutations distinguées.

Le Directeur de l'agence

MODALITES DE PAIEMENT

- par chèque libellé à l'ordre de Pôle emploi, en mentionnant au dos les références à rappeler
- par virement sur notre compte n° FR95 2004 1000 0157 5181 4C02 089
 PSSTFRPPPAR en mentionnant les références à rappeler
- par mandat à l'ordre de Pôle emploi en mentionnant au dos les références à rappeler
- pour tout remboursement en espèces, utilisez la formule de mandat compte, modèle SF34, sans frais, disponible dans tous les bureaux de poste. Ces virements doivent être effectués à l'attention de Pôle emploi sur le compte n° FR95 2004 1000 0157 5181 4C02 089 PSSTFRPPPAR

POSSIBILITE DE RECOURS

Si vous entendez contester cette décision, vous devez obligatoirement saisir votre Pôle emploi d'un recours gracieux préalable à l'adresse indiquée en bas de première page de ce courrier, dans un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente décision (article R. 5426-19 du code du travail).

INFORMATION SUR LES TROP-PERCUS

Pour plus d'information sur les trop-perçus, rendez-vous sur le site internet **www.pole-emploi.fr**, rubrique Candidat accessible en bas de la page d'accès (Pôle emploi et moi/Mes démarches/Les allocations ou prestations trop-perçues).

Références: 7593109E numéro de dossier 959

numéro de créance 20151104l01

RESSOURCES ET CHARGES DU FOYER

Situation de famille : Célibataire Mariée	☐Divorcée / Séparée	
	Partenaire PACS	
Ressources mensuelles fixes (joindre les justificatifs de vos derniers avis de versement)	Vos ressources (montant mensuel)	Ressources conjoint (montant mensuel)
Salaire / Pension alimentaire Pension / retraite Allocations de chômage Prestations familiales Prestations de sécurité sociale Divers à préciser :	EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR	EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR
Personnes à charge (art. R. 3252-3 du code du travail) - le conjoint, le partenaire lié par un PACS ou le concubin du débiteur, dont les ressources personnelles sont inférieures au montant du RSA - tout enfant ouvrant droit aux prestations familiales et se trouvant à la charge effective et permanente du débiteur ainsi que tout enfant à qui ou pour le compte de qui le débiteur verse une pension alimentaire - l'ascendant dont les ressources personnelles sont inférieures au montant du RSA et qui habite avec le débiteur ou auquel le débiteur verse une pension alimentaire		
Nom Prénom	Lien de parenté	Ressources
Charges mensuelles fixes (joindre les photocopies des justificatifs)		Montant
Loyer ou crédit immobilier Energie / Eau / Téléphone Assurances Impôts Pension alimentaire ou saisie-arrêt Autre(s)	•	EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR
Avez-vous saisi la commission de surenc Si oui, votre demande a-t-elle été déclard		oindre le justificatif) ? oui ☐ non☐
Art. 441-1 du code pénal : « Constitue u un préjudice et accomplie par quelque n de la pensée qui a pour objet ou qui peu conséquences juridiques. Le faux et l'us euros d'amende ».	noyen que ce soit, dans un écrit d t avoir pour effet d'établir la preuv	ou tout autre support d'expression re d'un droit ou d'un fait ayant des
J'ai pris connaissance de l'article déclarations.	ci-dessus et j'atteste sur l'	honneur l'exactitude de mes
	Α.	le/
	Sie	gnature